

Cemac/Union européenne

# A l'heure des financements Blending

■ Cette approche mixant fonds publics et capitaux privés pour la réalisation de projets est au cœur d'un atelier régional ouvert ce 20 janvier à Douala.

Alliance NYOBIA

Une approche coopérative novatrice pour le financement des infrastructures en Afrique centrale. Ainsi peut se définir l'option blending, dont il est question dans un atelier régional de deux jours lancé hier à Douala, en présentiel et par visioconférence. Atelier ouvert par le Pr. Daniel Ona Ondo, président de la Commission de la Cemac, et qui portait sur la restitution et la validation des résultats d'une mission d'identification de projets d'infrastructures régionales et nationales en Afrique centrale. Une mission d'assistance technique conduite par le consortium Cowi/ECORYS, chargé de repérer et sélectionner des projets à financer en mode blending. Un processus soutenu par

l'Union européenne, dans le cadre du Programme d'appui à la gouvernance des infrastructures régionales et nationales en Afrique centrale (Pagirn, adossé sur le Programme indicatif régional du 11e Fonds européen de développement). Il est donc question d'un processus « visant à optimiser les effets catalyseurs des financements du 11e FED », relèvera le président de la Commission de la Cemac à l'ouverture des travaux. A terme, estime le Pr. Ona Ondo, le processus de consolidation de l'intégration économique et l'amélioration de la gouvernance des infrastructures régionales et nationales en Afrique centrale s'en trouveront renforcés. D'où ses remerciements aux partenaires



A l'ouverture des travaux hier janvier à Douala.

européens, « pour leur soutien constant et multiforme », ainsi que pour « l'intérêt qu'ils accordent à la cause de l'intégration économique régionale ». Pour ce cas précis, ces avancées passeront par des projets identifiés et analysés par la mission d'assistance technique dans les domaines de l'énergie, des transports et

des Tic. Le consortium avait également pour mandat d'évaluer l'éligibilité financière en mode blending de chaque projet régional identifié, en corrélation directe avec les opportunités et stratégies de financement des autres partenaires intervenant dans la région. Au terme de deux années de mission d'assistance technique en Afrique centrale,

il est donc question pour les parties prenantes au Pagirn (Etats bénéficiaires, UE, autres partenaires techniques et financiers), de partager et d'adopter, le cas échéant, le travail des experts. C'est en juin 2015 à Bruxelles que l'Union européenne et l'Afrique centrale (Ceeac et Cemac) ont signé la convention de financement du Pro-

gramme indicatif régional 11e FED, pour un montant total de 350 millions d'euros (environ 230 milliards de F). Dans cette enveloppe globale, 135 millions d'euros (près de 88,5 milliards de F) ont été consacrés aux infrastructures régionales, dont 20 millions (un peu plus de 13 milliards de F) pour l'appui à la gouvernance des infrastructures.

Riz et oignon

## 33,3 milliards pour renforcer la production



Le projet devrait contribuer à améliorer la sécurité alimentaire.

■ Le budget et le plan de travail 2022 du projet d'appui au développement de ces filières ont été adoptés lors de son comité de pilotage mercredi dernier à Yaoundé.

Michèle FOGANG

Le comité de pilotage du Projet d'appui au développement des filières agricoles (PADFA) phase II et du projet Accroître la résilience des communautés locales au changement climatique grâce à l'entrepreneuriat des jeunes et à la gestion intégrée des ressources naturelles du Cameroun (Acregir) s'est tenu mercredi dernier à Yaoundé. Ces assises étaient présidées par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural (Minader) Gabriel Mbairobe, en présence de son collègue Hélé Pierre en charge de l'environnement. Au menu des travaux, la présentation de l'état de mise en œuvre des recommandations de la précédente session et l'examen et adoption du plan de travail et du budget annuel de

2022. Lors de son discours de circonstance, le Minader s'est dit satisfait de l'exercice 2021 marqué par une progression de la mise en place d'une veille commerciale et dans la stratégie de systèmes d'approvisionnement des marchés. C'est ainsi que 2022 devrait connaître une amélioration de la mise en œuvre du projet. Il faut dire que cette session servait également de lancement pour le projet Acregir, coordonné par le Mineped et mis en œuvre selon le modèle du Padfa.

Basé dans quatre régions (Nord, Extrême Nord, Ouest et Nord-Ouest), le Padfa vise à réduire la pauvreté chez 31 900 ménages de ces parties du pays et améliorer la sécurité alimentaire à travers le développement durable et la compétitivité des filières riz et oignon. Pour cette phase II qui va s'étendre de 2020 à 2026, il est at-

tendu, d'après Gabriel Mbairobe, une amélioration de la productivité et de la résilience face aux aléas des exploitations appuyées, de la transformation et de la mise en marché des produits et un renforcement de la résilience et des capacités techniques et organisationnelles des producteurs. Selon Hélé Pierre, coordonnateur du Padfa II, durant les six années à venir, le projet prévoit une production de 19200kg de semences certifiées d'oignon et de 7680tonnes de semences certifiées de riz. En outre, le programme souhaite produire 597200tonnes de riz Paddy et 88320tonnes d'oignons bulbes. Tout ceci pour un financement de 33,3 milliards F.

D'après Hélé Pierre, le projet Acregir dont le Padfa II assure le comité de pilotage, est établi sur six ans et vise à améliorer les moyens d'existence et la capacité d'adaptation aux changements climatiques d'environ 8800 ménages ruraux des régions de l'Extrême-Nord, du Nord et du Nord-Ouest.

Electricité à l'Extrême-Nord

## Une centrale photovoltaïque en gestation

■ Le secrétaire général de la Chambre de commerce Italie-Cameroun a rencontré le ministre de l'Eau et de l'Energie à cet effet hier au cours d'une audience.



Coopération fructueuse à l'horizon.

L'électrification de la région de l'Extrême-Nord était au centre des échanges hier entre le ministre de l'Eau et de l'Energie (Minee), Gaston Eloundou Essomba et le secrétaire général de la Chambre de commerce Italie-Cameroun. Simon Pierre Ntomb est en effet venu parler d'un projet pilote intégré à diverses déclinaisons, notamment énergétique, agropastoral, transformation agroalimentaire. « Nous sommes venus rencontrer le Minee parce que c'est le département ministériel qui a la compétence sur ce projet de construction d'une centrale photovoltaïque », explique l'hôte du Minee au terme de l'audience. Pour l'heure les partenaires financiers sont déjà mobilisés. Après la rencontre avec le Minee, il est question de travailler avec les techniciens de cette administration pour voir comment mieux structurer ce projet pour que sa réalisation soit

facilitée.

C'est justement ce qui a constitué les orientations de Gaston Eloundou Essomba : une meilleure structuration du projet, la définition des cibles, des activités à mener pour une meilleure intervention de son département ministériel. Il faut également préciser que ce projet sera à sa phase pilote à l'Extrême-Nord et sera implémenté dans les autres régions du Cameroun. Il faut dire qu'à ce jour, la partie septentrionale du pays est l'une des moins desservies du pays en énergie électrique. L'hydraulicité sévère dans le bassin de Lagdo ces deux dernières années n'a pas contribué à arranger les choses. Avec la baisse de production de la centrale de Lagdo (15 MW sur une puissance installée de 72 MW), on a dû recourir aux centrales thermiques, très coûteuses.

Aïcha NSANGOU N.